



Musée de l'air et de l'espace

Marché de fourniture d'un ensemble pour fourniture air comprimé à livrer sur le site de DUGNY du musée.

Dans rubrique-fournitures Procédure adaptée

Organisme qui passe la marché : Musée de l'Air et de l'Espace
Aéroport de Paris Le Bourget BP 173
93352 Le Bourget

Objet du marché : Achat d'un ensemble pour fourniture air comprimé à livrer sur le site de DUGNY du musée.

Procédure de passation : Procédure adaptée selon article 28 du CMP
Variantes non autorisées

Lieu d'exécution : Musée de l'Air et de l'Espace

Date de livraison : 15 mai 2008.

Date limite de réception des offres : 10 avril 2008 à 12h au Secrétariat Général du Musée

Renseignements auprès de Monsieur ROMOFORT .tél.01 49 92 71 00.

Adresse où les documents de consultation peuvent être obtenus : Musée de l'Air et de l'Espace correspondant :Nathalie DANGREVILLE tel 01 49 92 70 06 ou

nathalie.dangreville@mae.org

Délais de paiement par virement, 45 jours après réception de la demande de règlement

Délais de validité des offres 90 jours

Critères de choix des offres selon critères suivants :

Qualité du matériel, prix .

Date d'envoi à la publication : le 13 mars 2008.



MUSEE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

AEROPORT DU BOURGET
BP 173
93352 LE BOURGET CEDEX

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE DE FOURNITURE D'UN ENSEMBLE AIR COMPRIME

Objet : Achat d'un ensemble pour fourniture air comprimé.

Etablissement contractant : Musée de l'air et de l'Espace.

Pouvoir adjudicateur représenté par le directeur du musée de l'air et de l'espace.

Procédure de passation : marché passé selon la procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des marchés publics.

Date limite de remise des offres : 10 avril 2008 à 12 heures au secrétariat général du musée avant 12 h.

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

ARTICLE 1 — OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Description des prestations.

Acquisition d'un ensemble pour fourniture d'air comprimé comprenant :

- Compresseur à vis de débit 350m³/h pression 10 bar alimentation 380 tri.
- Sécheur frigorifique capacité de traitement pour un débit de 350m³/h.
- Un réservoir vertical capacité 900 litres équipé d'un purgeur
- Un ensemble de filtration + séparateur de condensats
- Mise en service.

Lieu de livraison : dans les ateliers sur la zone de DUGNY

1.2 - Liste des documents à fournir au plus tard 15 jours après la réception des livraisons :

Notice des équipements, installés, mode d'emploi et notice d'entretien.

Supprimé : Dossier complet des installations réalisées (établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie).
Note de calcul concernant l'installation réalisée, des équipements et appareillages installés

Supprimé : et appareillages

Supprimé : .

Supprimé : ¶

1.3– Variantes

Le marché est passé sans variante.

ARTICLE 2 — DECOMPOSITION EN LOTS, EN TRANCHE

Les prestations ne sont pas décomposées en lots ni en tranche..

ARTICLE 3 — DUREE DU MARCHE

Date limite de livraison : 15 mai 2008.

Supprimé : ¶

ARTICLE 4 — DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 5 — PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces mentionnées à l'article 8 ci-dessous.

L'ensemble des documents et notice est écrit en langue française.

ARTICLE 6 — DELAI MAXIMUM DE PAIEMENT

Le délai maximum de paiement est fixé à quarante cinq (45) jours à compter de la présentation des situations au pouvoir adjudicateur.

Il n'est pas prévu de verser une avance au titulaire du marché.

ARTICLE 7 — JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera examiné sur la base des critères suivants, classés par ordre décroissant :

- qualité technique du matériel

- prix.

Supprimé : - compétence de l'installateur¶
- le

ARTICLE 8 — CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet dans une enveloppe fermée, comprenant les pièces suivantes datées et signées par eux ou par une personne habilitée à engager le candidat.

8.1 – Eléments administratifs : justifications relatives aux garanties professionnelles et financières

Supprimé : ¶

8.1.1. Les renseignements concernant le chiffre d'affaire global et celui concernant les fournitures objet du marché ; les effectifs de la société, les références des 3 dernières années dans des prestations similaires, une description de l'équipement technique visant à s'assurer de la qualité des prestations.

8.1.2. Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée sera produite par chaque candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner et qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents seront produits dans le délai de 8 jours à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur aura déclaré au candidat qu'il est attributaire.

8.2 – Offre du candidat :

8.2.1. Un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement (A.E.) et le règlement de la consultation signés et paraphés.

8.2.2. Autres documents

- l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité, (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours),
- un document décrivant le matériel proposé et ses performances.

Supprimé : • l'état des prix forfaitaires et la décomposition des prix forfaitaires présentée en annexe pour la mission de base et les variantes.¶
• la présentation de l'attestation de visite est obligatoire ¶

Conditions d'envoi des offres

Les offres, sous pli cacheté, devront être remises contre récépissé, au secrétariat général du Musée de l'air et de l'espace, avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation.

Si elles sont envoyées par la poste, elles devront l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites.

Toute offre parvenant ou étant remise après les dates et heures limites ne sera pas prise en considération et sera retournée non ouverte à son auteur.

Les offres seront présentées sous enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante

Monsieur le Directeur du Musée de l'Air et de l'Espace.
Aéroport de paris-Le Bourget. BP 173.
93352 Le Bourget

Offre pour la fourniture d'un ensemble pour fourniture air comprimé..

Supprimé : Offre pour le remplacement d'installations de ventilation¶

Ce pli contiendra :

Une enveloppe cachetée, contenant les renseignements et justifications à produire par le candidat quant à ses qualités et capacités ainsi que l'offre financière du candidat.

ARTICLE 9 — RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires peuvent être demandées auprès de Monsieur Pierre ROMEFORT . téléphone 01 49 92 71 00.



Cahier des charges valant ACTE D'ENGAGEMENT

OBJET DU MARCHE : Achat d'un ensemble pour fourniture air comprimé ; livraison sur le site du musée de l'air et de l'espace à DUGNY.

Pouvoir adjudicateur : Musée de l'air et de l'Espace

Adresse : Aéroport de Paris Le Bourget

BP 172. 93352 Le Bourget

Procédure de passation: marché passé selon la procédure adaptée de l'article 28 du code des marchés publics.

Copie de l'original délivrée en exemplaire unique pour être remis à l'établissement de crédit en cas de nantissement ou cession consentie dans les conditions de l'article 109 du Code des marchés publics.

Organisme chargé du paiement : Trésorerie Générale de seine Saint Denis.
100 rue Carnot
BOBIGNY 93009.

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus.

ARTICLE I - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

1.1 - Objet du contrat et conditions d'exécution

Acquisition d'un ensemble pour fourniture d'air comprimé comprenant :

- Compresseur à vis de débit 350m³ /h pression 10 bar alimentation 380 tri.
- Sécheur frigorifique capacité de traitement pour un débit de 350m³ /h.
- Un réservoir vertical capacité 900 litres équipé d'un purgeur
- Un ensemble de filtration + séparateur de condensats
- Mise en service.

Date de livraison du matériel : 15 mai 2008.

Une garantie de 2 ans est délivrée par le fournisseur.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

1.2 - Base de référence des prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mars 2008 (mois mo).

Le marché est passé à prix ferme actualisable.

.

1.3- Pièces constitutives du marché :

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

-Le présent acte d'engagement ,valant cahier des charges

- Les notices et mode d'emploi.

-Le CCAG fournitures courantes et services (décret n°77- 699 du 27 mai 1977) en vigueur le 1er jour du mois d'établissement des prix

ARTICLE 2 - CONTRACTANT (le titulaire est une personne morale)

Je soussigné, désigné dans le marché sous le nom de « TITULAIRE »,

M..... agissant

au nom et pour le compte de la société :

dénommée

Forme sociale : capital :

Ayant son siège social :

Et immatriculé au RCS de :

Sous le n°:

après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement .

- M'ENGAGE à exécuter les prestations aux conditions ci-après qui constituent mon offre,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date de remise de l'offre.

ARTICLE 3 - OFFRE

Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché : visites, réunions, livraison du matériel, mise en service, mise au point.

Montant de l'offre

Montant Hors taxe :

Montant TVA au taux de%

Montant TTC

Montant TTC (en lettres)

ARTICLE 4- DOCUMENTS A REMETTRE APRES LIVRAISON

Dossier complet sur les installations réalisées.

Notice des équipements installés, mode d'emploi et notice d'entretien.

ARTICLE 5 – REGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Délai de paiement :

Le délai de paiement est fixé à 45.jours à compter de la réception de la demande d'acompte et du solde par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit les intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencés à courir majoré de deux points.

5.2 - Avance forfaitaire

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance forfaitaire

5.3 – Paiements

Le maître d'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du marché par virement (joindre un RIB)

ARTICLE 6 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les dispositions des articles 18 à 23 du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 7- DELAI DE REALISATION

Le début de la mission est formalisé par la notification du marché valant ordre de service de démarrage de la prestation.

La date limite d'exécution du marché est fixée au 10 mai 2008.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie par le pouvoir adjudicateur sur la demande du fournisseur.

ARTICLE 8– RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 24 à 32 inclus du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents

ARTICLE 10– DEROGATION AU CCAG-FCS

ARTICLES DU CCAG-FCS auxquels il est dérogé	ARTICLES du présent document par lesquels sont introduites ces dérogations

ARTICLE 11 - DECLARATIONS

Le(ou les) prestataires soussignés affirment, sous peine de résiliation du marché, être à jour des obligations, déclarations et attestations découlant des articles 43 à 45 du Code des marchés publics.

Les candidats établis dans un Etat autre que la France doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat ne peut être délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Je déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 45 du CMP :

a) ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

b) que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du code du travail.

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas faire l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

e) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

f) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

g) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.620-2 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

h) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

i) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

j) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait en un seul original

A : Le

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des)
fournisseurs

ARTICLE 11 : ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A : Le

Le pouvoir adjudicateur,
Directeur du Musée

